

À BRENNILIS, LE NUCLÉAIRE NE MOBILISE PLUS.

Mise à l'arrêt en 1985, la centrale des monts d'Arrée a été la première en France à connaître un début de démantèlement. Une nouvelle enquête publique se tient pour valider ou non la fin du chantier. Dans l'indifférence.

Texte Manon BOQUEN

La centrale de Brennilis, en Bretagne, en 2012. Depuis, rien n'a changé.



ON NE PEUT PAS LE LOUPER. Du haut du village, perché sur le massif culminant de la région, le dôme de béton jaillit du paysage vallonné des monts d'Arrée. Le bloc réacteur de la centrale nucléaire finistérienne de Brennilis reste l'un des derniers vestiges de l'installation gigantesque, en fonctionnement de 1967 à 1985. Malgré les décennies, son démantèlement n'est pas encore terminé. C'est dans ce bâtiment pourtant que sont entreposés les éléments les plus radioactifs de l'infrastructure, prototype de réacteur à eau lourde refroidie au gaz carbonique, jamais reproduit en France ensuite.

Trente-six ans qu'il attend que son sort soit fixé. Après moult rebondissements, dont un démantèlement partiel opéré depuis 1996, une enquête publique est organisée, depuis le 15 novembre et jusqu'au 3 janvier, pour que les riverains, et toute personne intéressée, exposent leur point de vue sur l'avenir du site. « Approuvez-vous ou non le plan de démantèlement complet proposé par EDF ? » Dans la mairie de Loqueffret, village de 350 âmes où est bâtie la centrale, on ne se bouscule pas au portillon. « Avant ce matin, je n'avais reçu aucun avis », lance le secrétaire ce vendredi

17 décembre. Dans la pochette orange, seulement quatre opinions. En ligne, on en dénombre une centaine provenant de toute la France. La présidente de la commission chargée de l'enquête, Danielle Fraysse, confirme : « Pour le moment, nous avons surtout vu des élus et des journalistes. » Il faut bien reconnaître que le dossier de 2500 pages, « sans les annexes », peut refroidir les ardeurs. « La population des alentours a envie que cette histoire se termine. C'est une erreur qu'elle ne participe pas au vu de ce qui s'est passé la dernière fois », poursuit-elle. C'était en 2009. Même contexte : une enquête publique, des résidents des environs consultés, pour savoir si oui ou non il faut démanteler complètement le site. À la suite de cet exercice démocratique, la commission, inquiète quant au stockage futur des déchets radioactifs, a donné un avis défavorable aux travaux. Résultat : le préfet et le ministère ont suivi son argumentaire ; EDF a dû revoir sa copie entièrement. Douze ans plus tard, une nouvelle enquête est sur la table. Mais, cette fois, l'intérêt flanche. « La radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, donc les gens s'en fichent », déplore, désabusée, Bernadette

Lallouet. Voilà des années que cette habitante de Berrien, à 15 kilomètres de l'ancienne centrale, suit le dossier de près pour l'association Vivre dans les monts d'Arrée. Comme les autres organisations antinucléaires, elle milite pour que l'installation reste en l'état, le temps que la radioactivité diminue.

Dans le plan d'EDF, 64 000 tonnes de déchets doivent quitter la cuve du réacteur, dont 7 430 tonnes vers des centres de stockage dans l'Aube et l'Ain. Dix tonnes, parmi les plus radioactives, pourraient être enterrées sur le site d'enfouissement en profondeur de Bure, si cette solution est retenue. L'entreprise table en tout sur dix-sept ans de chantier. « C'est un sujet hyper compliqué, soulève la retraitée de 71 ans aux yeux clairs, élue de sa commune. Moi, je tracte, j'essaie de motiver les habitants à participer, mais je suis résignée. » Constat partagé par Igor Le Bars, directeur de l'expertise de sûreté à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui a analysé le dossier du démantèlement proposé par EDF : « On vulgarise, on est présents aux réunions publiques pour expliquer, mais ce sont souvent les mêmes que l'on retrouve. »

Au comptoir du Charlégan, l'unique bar-épicerie de Brennilis, les propriétaires Joël et Patricia Baladine s'émeuvent d'un petit article paru dans *Le Télégramme*. La brève raconte l'avis défavorable au démantèlement complet déposé par l'association Vivre dans les monts d'Arrée dans le cadre de l'enquête publique. « Dans notre village, on connaît tous quelqu'un qui travaille ou qui a travaillé à la centrale. Elle a apporté beaucoup de boulot. On n'a pas peur du démantèlement, au contraire tout le monde regarde comment il va se passer », jure le patron, qui cite des professionnels américains ou canadiens venus s'asseoir dans son établissement alors qu'ils venaient voir l'avancée du chantier auprès d'EDF. Il dit aussi que « personne ne parle » du sujet dans la commune, et encore moins de l'enquête publique.

« Il y a une sorte de nostalgie de cette centrale qui fait partie du paysage depuis soixante ans », commente le premier édile, Alexis Manac'h. Le site, et en particulier le moment de sa construction, marque un âge d'or pour ce territoire breton enclavé, où les perspectives d'emploi sont faibles. En 1968, au lancement de la machine, la commune a atteint un pic de 760 habitants. Ils étaient, d'après l'Insee, 437 en 2018. Près de 300 personnes travaillaient pour l'infrastructure nucléaire et il en reste 80 aujourd'hui. Aux abords de l'école, les voix convergent : « Le démantèlement va se faire de toute façon. » Alors, à quoi bon donner son avis quand le sort est, pour beaucoup, déjà scellé ? La commission de l'enquête publique présidée par Danielle Fraysse rendra son rapport courant février 2022, pour de potentiels débuts de travaux en 2023. (M)